



Réponse au CLIC (Comité de liaison pour l'Initiative Citoyenne) sur le RIC



En cas d'élection le 24 avril 2022, vous engagez-vous à lancer début mai, donc bien avant les législatives, un référendum pour fin septembre ayant pour objet de donner le pouvoir au peuple par un article 89 détaillé élargissant aux citoyens l'initiative de la révision de la Constitution et ne permettant aucune révision constitutionnelle sans référendum ? OUI NON Observations éventuelles.

Comme à bien des questions de société, impliquant des millions d'hommes et de femmes, il nous est difficile de répondre par « oui » ou « non ».

Sans être défaitistes, une première remarque : le NPA dont Philippe Poutou est le candidat ne sera vraisemblablement élu le 24 avril 2022. Nous avons néanmoins un point de vue sur les conditions de réalisation d'une véritable « démocratie ». En effet, c'est une aspiration vitale de millions de travailleurs/euses et jeunes sur la planète comme en témoignent une multitude de combats ces dernières années dans le monde (de Hong-Kong au Chili, en passant par l'Algérie et la Birmanie), face à des régimes de plus en plus autoritaires et militarisés.

En France, le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019 a fait surgir l'aspiration démocratique à un RIC (Référendum d'Initiative populaire). C'est une réponse au déni de démocratie subi par les travailleurs/euses et les plus pauvres, qui produisent les richesses de cette société mais sont exclu/es du pouvoir de décider de ce qu'ils/elles produisent, des conditions dans lesquelles ils/elles le produisent et pour qui. Une petite minorité s'est accaparé le droit de décider afin de faire fonctionner cette société capitaliste dont l'objectif est le profit maximum pour les possédants. Aucun simple RIC ne peut permettre d'empêcher cela.

A propos de référendum « populaire » ou « citoyen », nous avons aussi quelques craintes dans le climat actuel : que ferions nous si on nous imposait des référendums anti-migrants ou anti-avortement ? Force est de constater que les gouvernants n'ont jamais posé la question suivante : « Êtes-vous favorable à une augmentation immédiate et générale de tous les salaires, pensions et allocations, de 400 euros par mois ? »

Nous militons pour un avenir de démocratie directe, qui naîtra de nos mobilisations sociales et politiques, commencera probablement par des assemblées démocratiques au niveau des entreprises et des quartiers, qui se fédéreront à des niveaux supérieurs jusqu'au niveau national et seront des organes de discussion mais aussi de décision collectives. En ce sens, l'expérience des Gilets jaunes et des assemblées est extrêmement intéressante. Le nouveau pouvoir surgi des luttes aura à définir ses choix et ses priorités, pour que la production et la répartition des richesses bénéficient à tou-te-s, notamment par une planification démocratique, pour produire ce qui est nécessaire, tout en répondant aux urgences sociales et politiques, écologiques, féministes...

Ces enjeux dépassent pour nous une réponse par « oui » ou « non » à la question du RIC, même « constituant ».

Nous ne doutons pas que ces débats se poursuivront. En attendant, veuillez recevoir nos salutations anticapitalistes.
L'équipe de campagne de Philippe Poutou